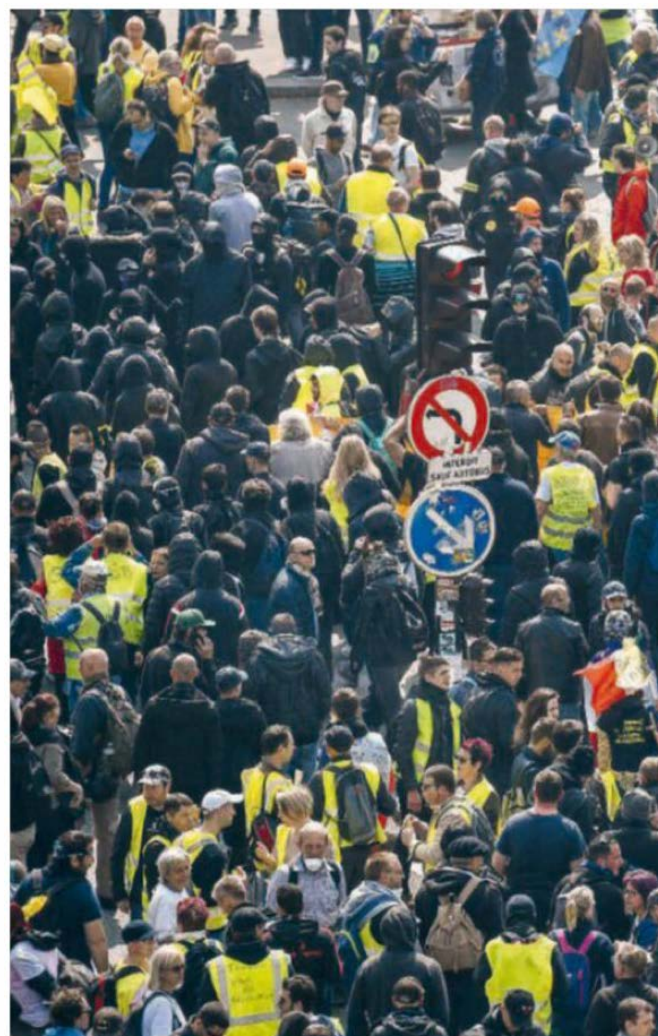

MARCEL GAUCHET

"IL N'Y A PLUS DE VISION POLITIQUE"

*Fin connaisseur du
"malheur français",
le philosophe analyse
la "propagation
de la colère" due à
l'impuissance des
gouvernants à définir un
"projet collectif"*

Par **CAROLE BARJON**
et **SYLVAIN COURAGE**



Comment percevez-vous l'état du pays aujourd'hui?

Le climat français se distingue par son illisibilité. On pourrait le résumer sous la forme d'une équation: Confusion + Désarroi + Inquiétude = Colère + Impuissance + Résignation. Avec ces quelques mots, nous avons là la gamme complète des affects qui traversent les individus et les groupes sociaux. La confusion, parce que nous sommes face à une série de problèmes qui n'admettent aucune solution dans les grilles de lecture idéologiques reçues. Donc désarroi et inquiétude: personne ne sait plus à quel saint se vouer. Emmanuel Macron avait suscité l'espoir d'un déblocage de la situation. Il n'est pas au rendez-vous.

A quels domaines pensez-vous précisément?

Prenez le cas emblématique de l'Éducation nationale. Jean-Michel Blanquer a été accueilli comme le Messie au départ, et, de fait, il a mis en œuvre quelques mesures salutaires, comme le dédoublement des classes de cours préparatoire. Mais on s'aperçoit que le problème est bien plus général et bien plus profond, comme en



◀ MANIFESTATION DU 1^{ER} MAI, AUX ABORDS DE LA TOUR MONTPARNASSE, À PARIS, EN 2019.

fait guère mieux que ses prédécesseurs. Mais le phénomène remarquable est qu'aucune autre force politique ne tire profit des difficultés du président de la République. Aucun concurrent crédible n'émerge dans des conditions qui paraîtraient a priori favorables. Mieux encore, la première des opposantes est celle qui est la moins crédible: ses propres électeurs doutent de sa capacité d'exercer la fonction présidentielle. Cette prédominance de Marine Le Pen ne suscite aucun espoir. Elle ne remplit qu'une seule des fonctions essentielles des démocraties: être contre!

Comment expliquez-vous la pauvreté de l'offre politique actuelle?

Elle a de multiples raisons. La première est l'inadéquation des anciennes analyses de l'évolution de nos sociétés. Difficile d'agir sur des situations que l'on comprend mal. Cela n'incite pas à se lancer dans la bataille. Le fait est que nous sommes confrontés à une véritable crise des vocations. Macron est une exception à cet égard. Mais les authentiques bêtes politiques comme lui, confiantes dans leur capacité d'agir sur les choses, se font rares. Il y a une fuite devant l'exercice de la responsabilité politique. L'évolution des mentalités joue un rôle dans cette désertion. L'individu d'aujourd'hui réagit davantage en personne privée, attachée à son épanouissement personnel: pourquoi s'attaquer à des problèmes insolubles dans un environnement de plus en plus hostile, alors qu'il y a tant d'autres moyens plus confortables de réussir sa vie? Cela dit, l'individualisme triomphant n'explique pas tout. Il y a une raison encore plus profonde à cette crise des vocations, qui est la mort des grandes idéologies. Elle rend l'exercice du pouvoir incomparablement plus problématique. Il était possible de s'abriter derrière elles. Désormais, les responsables publics n'ont plus aucun alibi, si je puis dire. Ils sont exposés en première ligne. Le libéralisme et le socialisme constituaient des garants solides qui, en quelque sorte, protégeaient les détenteurs du pouvoir. Ils leur fournissaient une légitimité indépendante d'eux-mêmes, de leur talent propre. François Mitterrand par exemple a vécu quatorze ans sur l'héritage de l'idée socialiste avec laquelle pourtant son action avait de moins en moins de rapport. Emmanuel Macron ne bénéficie d'aucun appui doctrinal de ce genre.

Il est pourtant libéral...

Son inspiration est libérale, mais c'est tout sauf un idéologie. Ce n'est ni Thatcher ni Reagan. Son libéralisme est pragmatique. Son objectif, en réalité, est (ou était) le même que celui de ses prédécesseurs, avec plus de clarté dans les idées et de résolution, à savoir aligner la France sur la norme libérale internationale et, plus particulièrement sur les standards européens, ce qui passe par la réforme de l'Etat et du secteur public. Mais Macron conduit sa politique sans l'argument d'autorité que fournit une idéologie. Il se comporte en gestionnaire du pays, comme le chef d'une entreprise. Ce qui a pour conséquence qu'il est beaucoup plus directement jugé sur ses résultats. ➔



BIO
Philosophe et historien, Marcel Gauchet est ancien directeur de recherche à l'École des Hautes Études en Sciences sociales et rédacteur en chef de la revue « Le Débat ». Dernier ouvrage paru : « Robespierre. L'homme qui nous divise le plus », Gallimard 2018.

témoigne le malaise des enseignants. On peut dire la même chose pour l'hôpital, par exemple. Le constat vaut, en réalité, pour toutes les politiques publiques. Impossible de continuer sur la même trajectoire sans qu'on discerne les voies d'un changement acceptable. Il n'y a plus de vision politique, au plein sens du terme, capable de tracer une perspective d'avenir claire. D'où les réactions de colère, comme celle qui s'est exprimée l'hiver dernier avec les « gilets jaunes », qui sont en train de se propager partout.

C'est davantage une analyse psychologique que politique...

Parce que la dimension psychologique signe l'échec de la politique à cerner les problèmes de la société et à proposer la manière d'y remédier. L'absence de perspective d'ensemble est saisissante.

Mais est-ce un échec du macronisme?

Oui. Car la percée du macronisme en 2017 s'était nourrie du double constat d'échec de la droite et de la gauche. C'était son carburant. Or, bien qu'Emmanuel Macron soit un président talentueux, intelligent, réactif, il ne

“Les mouvements sociaux n’obéissent à aucun schéma organisateur qui permettrait de transformer toutes ces revendications en un grand projet fédérateur.”

▼ UN CHEMINOT DANS LES RUES DE PARIS CONTRE LES RÉFORMES DU GOUVERNEMENT JUPPÉ, EN 1995. LES GRÈVES AVAIENT ALORS CONNU UNE MOBILISATION INÉGALÉE DEPUIS 1968.

➔ **Dans ce contexte, comment percevez-vous les mouvements sociaux qui se développent depuis unan ?**

Ils se caractérisent avant tout, à mon sens, par leur dispersion. C’est la fin de « *la convergence des luttes* » : ils n’obéissent à aucun schéma organisateur, qu’il soit révolutionnaire ou réformiste, qui permettrait de transformer toutes ces revendications en un grand projet fédérateur. Il ne peut y avoir que des réponses spécifiques à des difficultés ou à des demandes particulières. C’est ce qui fait que ces mouvements tournent à la crise politique : ils font apparaître qu’il n’y a pas de solution globale, au nom d’une orientation idéologique bien définie, aux problèmes qui se posent au pays. C’est ce qui a fait hier la force du macronisme, en disqualifiant les partis classiques de gouvernement. Cela fait aujourd’hui sa faiblesse.

Pourtant, les médecins, les infirmiers et les aides-soignants manifestent ensemble, par exemple...

C’est vrai, mais il faut y regarder de plus près. Face à la crise des hôpitaux, la protestation est fédératrice en interne, pour le personnel soignant dans son ensemble, mais elle ne s’inscrit pas dans un projet collectif global. Et c’est ce qui génère de la frustration, car c’est le projet collectif qui ouvre des perspectives d’avenir. Le dernier projet collectif en date a été celui de l’Europe, mais il a fait long feu.

Que peut-il se passer en cette fin d’année ? Allons-nous assister à une grosse colère populaire ?

Je me garderai bien de faire un pronostic. La seule chose qu’on puisse dire, c’est que les situations politiques explosives sont généralement celles où il existe une alternative politique crédible. Le discrédit du pouvoir ouvre alors un chemin pour l’opposition. Ce n’est pas le cas aujourd’hui.

Croyez-vous, après le 5 décembre, à la possibilité d’une « grève par procuration » ?

Je n’ai jamais cru à cette idée d’une grève par procura-

tion, même en 1995, au moment des grandes grèves contre le gouvernement d’Alain Juppé. Ce qui rendait l’idée séduisante, c’était la tolérance nouvelle à l’égard d’un mouvement social gênant pour la majorité de la population. Mais cette tolérance était en fait le signe de l’entrée dans une société de marché où chacun a le droit de défendre son intérêt particulier. Depuis, cette compréhension sociale n’a fait que grandir. Les revendications catégorielles sont considérées comme légitimes. Au gouvernement, ensuite de se dépêtrer entre ces demandes contradictoires. Ce qui est évidemment terrible pour un pouvoir toujours renvoyé au mauvais rôle, celui de l’incompréhension, voire de l’ignorance des souffrances qui se cachent derrière ces protestations.

Le président de l’Assemblée nationale Richard Ferrand a-t-il raison de dire que les grévistes défendent « les inégalités » ?

Sur le fond, il a raison. Les principes d’universalité et de transparence sur lesquels s’appuie la réforme des retraites sont imparables. Et il est vrai que le système des régimes spéciaux est particulièrement inégalitaire puisqu’il aboutit à faire financer un système avantageux par un subventionnement public considérable. Le prolongement du statu quo est d’abord dû à la capacité des agents des transports d’extorquer à la collectivité un avantage spécifique en paralysant le pays.

Mais l’opposition, et notamment La France insoumise, agite aussi le spectre d’une libéralisation du service public. De quel poids est cet argument ?

Considérable. C’est là que deux choses très différentes se mêlent. La majorité des Français ne comprend pas ce que peut vouloir dire l’introduction de la concurrence dans un système caractérisé par le monopole des réseaux. Dans ce domaine, la vision technocratique et libérale de Bruxelles est inintelligible. La mise en concurrence choque l’idée que les Français se font du service public qui est pour eux un principe sacré. Cela ne les empêche pas de protester contre la manière dont les services publics sont gérés ou contre le comportement des cheminots. Mais dans la culture républicaine, il demeure l’idée que l’Etat doit proposer une prestation identique à tous les citoyens.

D’où provient cet attachement au service public ?

Il est lié à l’idéal républicain. Historiquement, la République s’est enracinée à partir du moment où elle a épousé l’Etat et s’est emparée des services publics, en commençant par l’école pour en arriver plus tard aux transports. La nationalisation des Chemins de fer est une date dans l’histoire de la République. Au fond, peu de Français croient que le libéralisme peut fournir une méthode de gestion crédible pour leurs services publics.

Les Français sont attachés aux services publics. Mais comment considèrent-ils les fonctionnaires ?

Quoi que puissent penser les citoyens des revendications particulières des fonctionnaires ou des salariés d’entreprises publiques, ils créditent ces derniers d’une forme de dévouement et de désintéressement. Ce point est capital à l’heure où partout ailleurs dans le monde, la question de la corruption est devenue centrale. ➔



très BANQUE POPULAIRE 



A PERSONNES RASSEMBLÉES CONTRE LE PROJET DE RÉFORME DES RETRAITES, À PARIS, LE 18 OCTOBRE 2018. AU CENTRE, UN MILITANT D'ATTAC.

“L’inquiétude sur l’avenir des régimes de retraite est paroxystique. La question sous-jacente est celle de l’avenir de la France.”

➔ Tous les reproches que l’on peut faire à nos fonctionnaires comptent peu en regard de cette vertu qui ne leur est pas contestée: leur intégrité.

Le gouvernement aurait donc déjà symboliquement perdu la partie...

Tout dépend de ce qui va se jouer en ce mois de décembre. Le jugement de l’opinion se fondera-t-il sur le problème circonscrit des régimes spéciaux ou sur des angoisses historiques qui incluent la défense des services publics? En 1995, le gouvernement Juppé s’était heurté, non au soutien au principe des régimes spéciaux, mais à ce que l’opinion avait interprété comme une attaque en règle contre l’Etat-providence. Mais depuis, les esprits ont beaucoup évolué...

Qu’est-ce qui a changé?

La question de la retraite a pris une importance encore beaucoup plus grande qu’à l’époque. L’inquiétude sur l’avenir des régimes de retraite est paroxystique. C’est le sujet anxigène par excellence car il concentre les inquiétudes sur l’avenir du pays en temps qu’il touche à un enjeu existentiel. La retraite est devenue, en effet, un nouvel âge de la vie, et un âge à bien des égards privilégié. Il ne s’agit plus pour le travailleur harassé de se reposer en attendant la mort, mais bien de profiter d’un supplément d’existence. Au fond, la retraite d’aujourd’hui réalise le rêve du socialisme utopique du XIX^e siècle: un revenu et des loisirs! Mais les actifs d’aujourd’hui craignent que cet état de grâce – qui ne concerne pas tous les retraités! – ne se reproduise pas pour les nouvelles générations. C’est une dimension nouvelle qui n’était pas aussi présente en 1995, car, depuis, le sentiment du déclassé du pays, pour ne pas parler de déclin, s’est grandement accentué. On touche donc là à quelque chose de très lourd qui révèle la crise de l’identité française, au sens historique du terme. La question sous-jacente est celle de l’avenir de la France.

A vous entendre, il semblerait qu’Emmanuel Macron n’ait pas vraiment pris la mesure du problème...

Macron s’est proposé lui-même comme un remède à cette crise identitaire. Mais ses solutions ont contribué à l’aggraver. Il n’avait en effet sans doute pas tout à fait conscience de ce qui l’attendait et il a beaucoup improvisé. N’at-il pas confié lui-même qu’il était entré à l’Elysée « par effraction »? Mais cela ne l’empêche pas de rester irremplaçable à ce jour. Il y a beaucoup de mécontents, mais personne d’autre ne peut prendre sa place.

En 2017, pendant la campagne présidentielle, vous souligniez que l’un des motifs de l’ascension de Macron, c’était aussi la volonté de rompre avec tous les sectarismes...

Macron a pu apparaître comme l’antidote à un fonctionnement pervers de la V^e République. Sous ce régime, pas de demi-mesure: vous êtes dans la majorité ou vous êtes dans l’opposition. Si vous êtes opposant, il s’agit pour vous de critiquer la majorité sans merci en attendant d’accéder au pouvoir pour faire en fin de compte à peu près la même politique que ceux que vous dénonciez hier. Le « en même temps » macronien et son esprit de compromis a représenté une bouffée d’oxygène par rapport à ce sectarisme manichéen, de surcroît mensonger. Il a répondu à une attente que la droite et la gauche étaient incapables de satisfaire.

Le « en même temps macronien » n’a-t-il pas eu pour conséquence de repousser les oppositions vers les extrêmes?

On le dit souvent. Mais le Rassemblement national est tiraillé entre sa vocation à recueillir le vote protestataire et son souci d’apparaître crédible. Pour devenir majoritaire dans le pays, Marine Le Pen rêve de transformer la formation d’extrême droite héritée de son père en un parti « attrape-tout ». Du coup, elle lui donne un profil plus ouvert. L’extrême gauche, elle, en revanche, est en train de muter sous l’influence de la nébuleuse néoféministe, décoloniale, indigéniste, « minoritariste ». Elle n’est plus révolutionnaire au sens classique, mais morale. Cette nouvelle extrême gauche se complait dans la dénonciation de tous ceux qui n’adhèrent pas à sa vision des choses, les renvoyant dans la catégorie des « ennemis du genre humain » ou des « salauds ». Et elle ne se contente pas de les poursuivre de sa vindicte, elle entend les empêcher de s’exprimer. On pouvait croire le principe du pluralisme démocratique solidement acquis. On voit qu’il reste du chemin à faire.

Quelle est la conséquence de ce sectarisme?

Par sa surenchère, l’ultra-gauche morale a souvent paralysé la gauche de gouvernement. Aujourd’hui, le pire danger pour la gauche sociale-démocrate, si elle veut à nouveau incarner une offre politique crédible, serait de se mettre à la remorque de ces combats identitaires qui ne peuvent que la détourner un peu plus d’un projet majoritaire. Son problème est de renouer avec le peuple qui l’a abandonnée en reconstruisant une analyse fédératrice de la question sociale actuelle. Le moralisme ne mène nulle part. Là-dessus, si le marxisme est mort comme théorie, la leçon de méthode de Marx garde toute son actualité. Retrouvons-en l’esprit! ■